

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Ca bouge dans le privé comme dans le public !

- Social -

Date de mise en ligne : mercredi 16 mars 2005

Démocratie & Socialisme

Mais il n'offre que des négociations incertaines (et seulement 1 % de hausse des salaires ?) aux 5 millions de salariés du secteur public et des trompe-l'oeil (la "participation" ?) aux 15,5 millions de salariés du secteur privé.

Pourtant jamais la France n'a été aussi riche, jamais la "**cagnotte privée**" n'a été aussi immense, des dizaines de milliers d'euros ont été récoltés par les entreprises en 2003 et 2004, profits non ré-investis, profits distribués aux seuls actionnaires...

Il faut augmenter fortement les salaires pour redistribuer largement les richesses que les salariés ont créées (ainsi que le proclament les salariés de Conforama, massivement, et de façon exemplaire, en grève).

Ca bouge dans le privé, et tant mieux, car l'occasion est là, le moment est là pour faire reculer le Medef, pour imposer un "Grenelle" des salaires, en même temps que la défense des 35 h et de l'emploi.

En 2003, Raffarin répondait avec morgue "ce n'est pas la rue qui gouverne", et en 2004 il a été battu dans les urnes, il faut donc continuer dans la lutte et dans le prochain vote.

Ces revendications sociales et le rejet du traité constitutionnel libéral sont directement connectées, liées, soudées...

La politique de Chirac-Raffarin depuis trois ans, est celle que veut institutionnaliser la Constitution de Giscard : la directive Bolkestein est toujours en selle, elle veut baisser les salaires, mettre en "concurrence libre et non faussée", les salariés de l'est de l'Europe et ceux de l'ouest en instaurant le "principe du pays d'origine". La directive Bolkestein est contenue, fondée juridiquement dans le projet de constitution qui "interdit toute entrave à la liberté d'établissement". L'allongement de la durée du travail (opt out) c'est l'accomplissement de "l'interdiction d'harmoniser les législations sociales et fiscales" telle que l'impose le projet de constitution. La constitution veut soumettre les "services d'intérêt économique général" à la compétitivité financière.

Ceux qui ont manifesté et fait grève le 10 mars et les 70% de français qui les ont approuvés, vont lire le projet de constitution et constater que tout ce qu'ils combattent est dedans.

Non seulement, c'est dedans, mais il s'agit d'ériger cela en carcan institutionnalisé pendant 50 ans, et même de ne plus pouvoir le changer sauf à l'unanimité de 25 pays. Le 29 mai prochain, ce doit être un seul et même non : à la politique de Chirac et à sa constitution libérale ! **Gérard Filoche**